

Table des matières

Sommaire	III
Principales abréviations	V
Bibliographie générale	IX
Sites Web	XIII
Remarques introductives	XV
Chapitre 1 Notions et sources.....	1
A. Qu'est-ce que l'arbitrage ?.....	1
a. L'arbitrage en tant que phénomène.....	1
b. Définition et principales caractéristiques	4
c. Quelques délimitations	5
aa. La conciliation et la médiation	5
bb. L'expertise arbitrale.....	7
B. Les raisons du recours à l'arbitrage.....	10
a. Les avantages de l'arbitrage	10
b. Les inconvénients de l'arbitrage	11
C. Les sources du droit de l'arbitrage.....	12
a. Les lois nationales, en particulier le chapitre 12 de la LDIP	12
b. Les traités internationaux, en particulier la Convention de New York.....	14
c. Les règlements d'arbitrage	16
d. La jurisprudence.....	17
e. La doctrine.....	18
D. L'arbitrage et les tribunaux	18
a. Le juge saisi du fond du litige	18
b. Le juge d'appui	19
c. Le juge des mesures provisoires	20
d. Le juge de l'annulation.....	20
e. Le juge de l'exequatur	21
E. Quel type d'arbitrage ?	21
Cas pratique n° 1	23
Chapitre 2 La loi de l'arbitrage.....	29
A. Notion et distinctions.....	29
B. Le champ d'application de la loi suisse d'arbitrage.....	30

a.	Le siège	31
aa.	La notion de siège	32
bb.	La fixation du siège	33
cc.	Les conséquences du choix du siège.....	34
dd.	Quels critères utiliser pour choisir le siège	35
b.	L'internationalité	36
aa.	L'arbitrage interne et l'arbitrage international	36
bb.	L'internationalité de l'arbitrage en droit suisse	36
cc.	L'option en faveur de l'arbitrage interne	39
c.	Un "vrai" arbitrage ou le champ d'application <i>ratione materiae</i>	40
C.	Les principales questions régies par la loi de l'arbitrage.....	49
a.	La convention d'arbitrage	50
b.	La procédure arbitrale	51
c.	La sentence arbitrale	51
D.	L'importance quantitative de la loi suisse d'arbitrage.....	52
	Cas pratique n° 2	54
	Chapitre 3 La convention d'arbitrage	59
A.	Généralités	59
a.	Notion, typologie et régime juridique	59
b.	Les éléments essentiels de la convention d'arbitrage	60
aa.	La détermination des parties	61
bb.	La détermination du litige	61
cc.	La volonté d'arbitrer.....	62
dd.	Le rattachement à un ordre juridique.....	62
c.	Les éléments facultatifs	63
d.	La clause arbitrale pathologique.....	64
e.	Le droit applicable à la convention d'arbitrage	65
B.	L'arbitrabilité du litige	66
a.	Notion et régime juridique.....	66
b.	Les critères d'arbitrabilité en droit suisse.....	67
aa.	Le critère de la libre disponibilité selon l'art. 5 CIA.....	67
bb.	Le critère de la patrimonialité de l'art. 177 al. 1 LDIP	68
C.	La forme de la convention d'arbitrage.....	73
a.	Généralités	73
b.	La forme écrite simplifiée.....	75
D.	La validité matérielle de la convention d'arbitrage	81
a.	Généralités	81

b.	La formation de la convention d'arbitrage.....	83
aa.	La conclusion du contrat	83
bb.	La convention d'arbitrage par référence.....	84
cc.	Les vices du consentement.....	85
dd.	Excursus : la capacité et le pouvoir de compromettre.....	85
c.	L'interprétation de la convention d'arbitrage	88
aa.	Quant au principe de l'arbitrage	88
bb.	Quant à l'étendue de l'arbitrage	89
d.	La portée de la convention d'arbitrage	90
aa.	La portée objective	90
bb.	La portée subjective	92
cc.	Le transfert de la convention d'arbitrage	93
e.	L'extinction de la convention d'arbitrage.....	100
	Cas pratique n° 3.....	103
	Chapitre 4 Le tribunal arbitral.....	107
A.	La constitution du tribunal arbitral	107
a.	La constitution selon la volonté des parties	107
aa.	Le nombre des arbitres	108
bb.	Les qualifications des arbitres	109
cc.	La désignation des arbitres	110
dd.	La désignation par l'institution d'arbitrage	113
ee.	La confirmation de la nomination par l'institution d'arbitrage.....	114
ff.	La désignation par un tiers	116
b.	La constitution par le juge (à défaut d'accord des parties)	117
aa.	Le juge compétent.....	117
bb.	La nature de la décision du juge d'appui.....	118
cc.	La désignation de l'arbitre en pratique	119
c.	Le problème de la pluralité de parties.....	120
d.	L'examen de la convention d'arbitrage lors de la constitution du tribunal arbitral	124
B.	La récusation des arbitres	125
a.	Les motifs de récusation.....	126
aa.	Les qualifications convenues par les parties	126
bb.	Les motifs de récusation prévus par le règlement d'arbitrage	127
cc.	L'(absence d')indépendance	128
b.	La procédure de récusation.....	135
aa.	La procédure de récusation dans l'arbitrage institutionnel	135

bb. La procédure devant le juge d'appui	138
c. L'obligation de révélation (<i>disclosure</i>)	141
d. Les effets de la récusation	144
Cas pratique n° 4	149
Chapitre 5 L'examen de la compétence du tribunal arbitral	151
A. L'examen de la compétence par l'arbitre	152
a. La compétence de la compétence	152
b. L'exception d'incompétence	154
B. L'examen de la compétence de l'arbitre par le juge du fond	156
a. L'exception d'arbitrage	157
b. Le pouvoir d'examen du juge	158
c. Le recours	161
C. Les rapports entre l'examen par les arbitres et par le juge du fond	162
D. Les Anti-Suit Injunctions	168
Cas pratique n° 5	184
Chapitre 6 La procédure devant le tribunal arbitral	191
A. Les règles de procédure	191
a. Les règles générales de procédure de la loi de l'arbitrage	192
aa. La litispendance	192
bb. Les mesures provisoires	193
cc. La décision sur compétence	193
dd. L'effet guérisseur en l'absence d'objection immédiate	193
ee. L'administration des preuves	194
ff. Le principe <i>jura novit curia</i>	194
gg. La procédure par défaut	195
b. Les principes impératifs de procédure	196
aa. L'égalité de traitement	196
bb. Le droit d'être entendu en procédure contradictoire	197
cc. L'ordre public procédural	199
dd. La sanction de la violation des principes fondamentaux de procédure	199
c. Les règles de procédures adoptées par les parties et/ou par les arbitres	200
aa. La réglementation par les parties en général	200
bb. Les règles de procédure du RCCI	201
cc. Les règles de procédure du RSAI	214

dd.	Les règles de procédure du Code TAS	218
ee.	La réglementation par les arbitres	220
B.	La hiérarchie des règles régissant la procédure	225
a.	Les rapports entre les règles légales et la volonté des parties	225
b.	Les rapports entre les règles spécifiques adoptées par les parties et les règlements d'arbitrage	226
aa.	Le(s) silence(s) du règlement d'arbitrage	226
bb.	L'accord contraire des parties	226
c.	Les rapports entre les règles adoptées par les parties et les pouvoirs des arbitres	228
C.	Le déroulement de l'instance arbitrale	229
D.	Les mesures provisoires	241
a.	La compétence	242
aa.	La compétence des arbitres (art. 183 LDIP)	243
bb.	La compétence parallèle (ou subsidiaire ?) du juge	243
cc.	Peut-on adresser au juge une demande qui a été rejetée par les arbitres, et vice-versa ?	245
dd.	Peut-on exclure conventionnellement la compétence du juge étatique ?	254
b.	Le droit applicable, type de mesures provisoires et les conditions d'octroi	255
c.	L'exécution des mesures provisoires	258
aa.	Le pouvoir de contrainte de l'arbitre	258
bb.	L'exécution des mesures provisoires arbitrales	258
	Cas pratique n° 6	261
	Chapitre 7 Le droit applicable au fond et la sentence arbitrale	263
A.	Le rattachement subjectif : l'élection de droit	264
a.	Le domaine de l'élection de droit	265
b.	Les conditions de validité de l'élection de droit	266
c.	L'élection de droit indirecte	267
B.	Le rattachement objectif	269
C.	Le droit non étatique	271
D.	L'arbitrage en équité	275
E.	La liberté de fait de l'arbitre dans la détermination du droit applicable	277
a.	Absence de contrôle et liberté de l'arbitre	277
b.	Comment l'arbitre manie-t-il le contrat?	277
[aa]	Tendance à la transnationalisation	277

[bb]	L'application du droit national renforcée	278
[cc]	Le résultat du droit national corrigé.....	279
[dd]	L'application du droit anational ou <i>lex mercatoria</i>	281
c.	Conclusions: le sentiment du juste de l'arbitre et le contenu du droit national.....	282
F.	Le rôle de l'ordre public et des lois d'application immédiate	284
a.	L'ordre public de l'arbitre	284
b.	Les lois d'application immédiate	285
G.	La sentence arbitrale	288
a.	En général	288
b.	La procédure de délibération.....	290
c.	Le délai pour rendre la sentence	293
d.	Forme et contenu de la sentence	294
e.	La communication de la sentence	297
	Cas pratique n° 7	298
	Chapitre 8 L'annulation et l'exécution de la sentence.....	301
A.	Le recours en annulation	302
a.	La recevabilité du recours	304
aa.	La juridiction compétente	304
bb.	L'acte attaqué (<i>Anfechtungsobjekt</i>)	305
cc.	La qualité pour recourir	310
dd.	Le délai.....	312
ee.	La valeur litigieuse ?.....	312
b.	L'exclusion du recours (art. 192 al. 1 LDIP).....	314
aa.	Aucune des parties n'est domiciliée en Suisse	315
bb.	Le caractère exprès de la convention de renonciation	316
cc.	Autres circonstances dans lesquelles la renonciation au recours n'est pas valable ?.....	318
c.	Eléments de procédure	320
aa.	Le caractéristiques du recours, exigences de motivation et pouvoir d'examen	320
bb.	L'effet suspensif	322
cc.	Les mémoires et mandataires	323
dd.	La procédure simplifiée	324
ee.	Les frais et les dépens	325
d.	Les motifs du recours	328
aa.	La constitution irrégulière du tribunal arbitral (art. 190 al. 2 let. a LDIP).....	328

bb.	La compétence ou l'incompétence du tribunal arbitral (art. 190 al. 2 let. b LDIP)	331
cc.	La décision ultra petita et le déni de justice (art. 190 al. 2 let. c LDIP)	333
dd.	La violation des principes fondamentaux de procédure (art. 190 al. 2 let. d LDIP)	334
ee.	La contrariété à l'ordre public matériel (art. 190 al. 2 let. e LDIP)	340
B.	Le recours en révision	348
a.	La recevabilité du recours en révision	348
aa.	L'autorité compétente	349
bb.	Les motifs de révision	350
cc.	Eléments de procédure	351
b.	L'admissibilité de la révision	351
C.	La reconnaissance et l'exécution des sentences étrangères	353
a.	Introduction	353
b.	La notion de "sentence arbitrale étrangère"	354
c.	Les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution	356
aa.	Motifs de refus à invoquer par les parties	357
bb.	Motifs de refus soulevés d'office	359
d.	Eléments de procédure	362
	Cas pratique n° 8	363
	Arrêts cités	365